



REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

**à l'interpellation Stéphane Rezso et consorts –
Finalement, combien de personnes travaillent pour l'Etat de Vaud ou reçoivent un salaire ? Et dans
ses satellites ?**

Rappel de l'interpellation

La croissance de la population vaudoise s'est amorcée il y a plus de quinze ans. Parallèlement, le nombre de collaboratrices et de collaborateurs de l'Etat de Vaud a continuellement augmenté, précédant même la croissance de la population. Le nombre d'équivalent temps plein (ETP) annoncé a passé de 14'747 au budget 2009 à 17'642 au budget 2019, soit une augmentation de 19,63 % en dix ans, alors que la population a passé de 697'802 à 800'000 âmes, soit une augmentation de 14,65 %. La croissance des ETP a donc été plus forte que celle de la population.

Toutefois, il est difficile de connaître précisément le nombre de salariés de l'Etat de Vaud et de ses satellites. Car les chiffres donnés dans le budget ne comptent pas les collaborateurs du CHUV, de l'Unil, des Offices régionaux de placement (ORP) et des Eglises. Nonobstant les entreprises en SA dont la majorité du capital-actions est détenue par le canton de Vaud, comme la BCV, la Romande Energie, les Retraites Populaires, etc...

Le canton a annoncé 17'188,93 ETP au budget 2018 et 17'642 au budget 2019. Toutefois, on peut douter de l'exactitude de ces chiffres, car au budget 2018, 167.9 ETP n'étaient pas dans les listes. Ces personnes étant pourtant dûment payées par l'Etat, mais ne figuraient pas dans les chiffres annoncés et ont été réintroduits dans un budget 2018 « corrigé », qui les ont fait apparaître. Il s'agissait en fait des assistants de classes, qui aident les enfants rencontrant des difficultés. Ces assistants travaillaient depuis des années, mais n'apparaissaient pas dans les chiffres officiels.

Depuis quelques années, les exposés des motifs et projets de décret incorporent aussi des ETP qui sont dédiés à un projet, dans des contrats à durée déterminée, mais qui peuvent se prolonger sur une durée de cinq ans — ce qui, soit dit en passant, peut être considéré comme une durée relativement longue et remettre en question la notion de « contrat à durée déterminée ». Cela semble permettre d'augmenter le nombre de collaborateurs sans les annoncer au budget.

Fondamentalement, nous souhaitons connaître le nombre de collaborateurs employés au service de l'Etat, dans tous les services confondus, y compris les activités qui ne sont pas dans le budget voté par le Grand Conseil. Il doit être aisé de répondre à notre demande, car chaque employeur doit payer des salaires en fin de mois, donc connaître précisément ses salariées et salariés. Nous pouvons prendre comme référence le mois de décembre 2018, ce qui nous permettra de mesurer, année après année, les évolutions.

Pour compter réellement le nombre de collaboratrices et collaborateurs qui travaillent au profit de la population vaudoise, nous avons donc l'honneur de demander au Conseil d'Etat :

- ⌘ Combien de personnes émargent au budget de l'Etat, en ETP et nombre de personnes, donc combien d'individus reçoivent une fiche de paye mensuellement ? Cette demande concerne les emplois à temps plein et à temps partiel.*
- ⌘ Combien de personnes travaillent dans les satellites de l'Etat, le CHUV, l'UNIL, les Eglises, etc, en nombre de collaboratrices et collaborateurs, aussi en ETP et en temps partiel ?*

*D'ores et déjà, nous remercions le Conseil d'Etat pour sa réponse chiffrée.
Souhaite développer.*

Réponse du Conseil d'Etat

Préambule

Dans son interpellation du 26 mars 2019, Monsieur le Député Rezso souhaite connaître le nombre de personnes qui travaillent pour l'Etat ou reçoivent un salaire. Plus précisément, il cible le nombre de collaborateurs employés au service de l'Etat dans tous les services confondus, y compris les activités qui ne sont pas dans le budget voté par le Grand Conseil. Il considère que la réponse se trouve dans le nombre de salaires payés en prenant comme référence le mois de décembre 2018.

Liminairement, le Conseil d'Etat rappelle que la brochure budgétaire fixe le nombre maximum d'ETP par service s'agissant de personnes engagées pour effectuer une activité durable et pérenne. Toutefois, d'autres personnes travaillent, à un titre ou un autre, pour l'Etat pour une durée limitée dans le temps ou pour une prestation particulière.

Au 31 décembre 2018, 41'726 personnes, correspondant à 30'838 ETP, ont reçu un salaire. Ce chiffre comprend l'ensemble des services de l'Etat, avec le CHUV ainsi que les Hautes Ecoles. Par souci de précision, ces chiffres sont très légèrement surfaits dans la mesure où des personnes sont au bénéfice de plusieurs types de contrats et qu'elles ont été comptabilisées à hauteur du nombre de contrats. Toutefois, il s'agit d'un nombre faible par rapport aux chiffres fournis puisqu'on en dénombre moins de 570.

A noter que le Conseil d'Etat ne dispose d'aucune information relative à des entités qui ne dépendent juridiquement pas de lui et qui n'appliquent pas directement ou par analogie la Loi sur le personnel. En clair, les entités citées par l'interpellant telles que la BCV, la Romande Energie, les Retraites populaires et les Eglises sont totalement indépendantes de l'Etat et leur effectif est inconnu de l'Administration.

Nombre de personnes et d'ETP par catégorie de personnel et par entité

Entité	Catégorie de personnel	Sous-catégorie	Nombre de Personnes	Nombre d'ETP	
ACV	CDI		19'957	16'692	
	CDD		2'663	1'716	
	Autre	en Formation		705	661
		Collaborateurs ponctuels (horaire, forfait etc)		3'491	0
		Assistants		194	93
		Personnel élu		342	176
Sous total Autre		4'732	930		
Total ACV			27'352	19'338	
CHUV	CDI		8'897	7'561	
	CDD		1'014	808	
	Autre	en Formation		396	374
		Collaborateurs ponctuels (horaire, forfait etc)		525	0
		Assistants		1'591	1'478
		Sous-total Autre		2'512	1'851
Total CHUV			12'423	10'220	
Total ACV + CHUV			39'775	29'559	
HE	CDI		634	512	
	CDD		508	387	
	Autre	en Formation		245	245
		Collaborateurs ponctuels (horaire, forfait etc)		397	0
		Assistants		167	135
		Sous-total Autre		809	380
Total HE			1'951	1'279	
Total général			41'726	30'838	

Le chiffre de 41'726 personnes se décompose selon différents types d'engagements et d'activités. Le nombre de contrats de durée indéterminée s'élève à 28'854 pour les services de l'Etat, CHUV compris et pour les Hautes Ecoles à savoir, la HEP, la HEIG, l'ECAL et l'HESAV, 634 contrats.

S'ajoutent aux contrats de durée indéterminée, des contrats de durée déterminée qui, comme leur nom l'indique, connaissent une fin définie entre l'employeur et le collaborateur. Cette catégorie représente 3'677 pour les services de l'Etat, CHUV compris et pour les Hautes Ecoles, 508 contrats. Ils concernent des engagements liés à des renforts temporaires, tels que des remplacements durant des absences, des congés de longue durée ou des surcharges liées à des projets particuliers, ainsi que l'engagement de compétences financées par les crédits d'investissement pour la réalisation de grands projets.

A côté de ces deux catégories, il existe d'autres types de personnel avec un statut particulier. Peuvent notamment être cités des collaborateurs qui interviennent de manière ponctuelle, payés au forfait, à l'indemnité, à l'heure, tels que les experts aux examens, certains magistrats etc. A ces collaborateurs-là, il y a lieu d'ajouter le personnel en formation et les assistant-e-s des Hautes Ecoles. Au total, ces différentes catégories comprennent 4'732 personnes à l'ACV, 2'512 au CHUV et 809 dans les Hautes Ecoles.

La complexité de l'Etat et la diversité des activités nécessitent une nomenclature fine dans les différentes rubriques de paie. Il en existe 76 qui sont toutes conformes au standard suisse de la paie « Swissdec ». A chacune de ces rubriques est attaché un type de contrat en fonction du type d'engagement et de la nature de l'activité. Au total, on trouve 38 types de contrat.

Réponses aux questions

Ces précisions étant apportées, le Conseil d'Etat répond comme suit aux questions :

1. Combien de personnes émargent au budget de l'Etat, en ETP et nombre de personnes, donc combien d'individus reçoivent une fiche de paie mensuellement ? Cette demande concerne les emplois à temps plein et à temps partiel.

Toutes les personnes qui touchent une rémunération de l'Etat émargent du budget de celui-ci. Toutes les personnes qui touchent une rémunération sont engagées à plein temps ou à temps partiel, même s'il s'agit d'une activité unique, donc ponctuelle. Il importe de relever que le plafond des ETP qui se trouve dans la brochure budgétaire est respecté. Le total des ETP publiés s'élève à 17'188.93 d'ETP. Pour l'ACV, le nombre d'ETP engagés en CDI ascende à 16'692, pour un total de 19'957 personnes. En ajoutant le personnel élu inclus dans la brochure budgétaire, le total atteint 16'857 ETP occupés par 20'138 personnes, ce qui est conforme au plafond des ETP fixé par le Grand Conseil. Pour les Hautes écoles, ce sont 512 ETP totalisés au 31 décembre 2018, pour un total de 634 personnes. Cet effectif n'est pas inclus dans les postes du budget.

2. Combien de personnes travaillent dans les satellites de l'Etat, le CHUV, l'UNIL, les Eglises, etc., en nombre de collaboratrices et collaborateurs, aussi en ETP et en temps partiel ?

Comme mentionné dans le préambule, l'Etat ne peut disposer de données relevant d'entreprises privées telles que la Romande Energie, la BCV ou les Retraites Populaires. Pour ce qui est du CHUV, il s'agit d'un service de l'Etat, les données ont été fournies dans le préambule.

La situation dans les autres Hautes Ecoles est également indiquée dans le préambule.
 Selon les données transmises par l'Université 3'635 personnes ont été payées au 31 décembre 2018. Les données précises se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Entité	Catégorie de personnel	Nombre de personnes payées l'heure (déc. 2018)	de à personnes payées au mois (déc. 2018)	Nombre de personnes totales (déc. 2018)	Nombre d'ETP au 31.12.2018 (sans personnel horaire)	
UNIL	Professeur-e ordinaire et professeur-e associé-e			365	365	342
	Professeur-e assistant-e			44	44	44
	Autre enseignant-e			457	457	251
	Assistant-e			1'123	1'123	810
	Personnel administratif et technique	544		1'062	1'606	912
	Apprenti-e et stagiaire			40	40	40
Total UNIL		544		3'091	3'635	2'399

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 4 septembre 2019.

La présidente :

N. Gorrite

Le chancelier :

V. Grandjean